[Prénom][NOM]
[Adresse]
[Code Postal][Ville]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Madame/Monsieur] le Procureur de la République de [lieu de la juridiction compétente]

[Adresse Destinataire]
[Code Postal][VILLE]
Paris, le 07/11/2026

Objet : Requête en suppression d'une mention au bulletin n°2 du casier judiciaire (article 775-1 du Code de procédure pénale)

Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) [Prénom NOM], né(e) le [date de naissance] à [commune de naissance], demeurant [adresse complète], ai l'honneur de solliciter, sur le fondement de l'article 775-1 du Code de procédure pénale, la suppression de la mention relative à la condamnation prononcée à mon encontre le [date de la condamnation] par le [tribunal concerné], afin qu'elle cesse de figurer au bulletin n°2 de mon casier judiciaire.

Cette condamnation sanctionnait [nature de l'infraction]. La peine prononcée a été intégralement exécutée et je n'ai, depuis cette date, fait l'objet d'aucune nouvelle poursuite ni d'aucune autre condamnation. Je me suis attaché(e) à reconstruire une situation personnelle et professionnelle stable, comme en attestent [emploi occupé / formation suivie / engagement associatif].

Le maintien de cette inscription constitue aujourd'hui un obstacle direct à mon projet professionnel. Je souhaite [me présenter à un concours de la fonction publique / postuler à un emploi public / solliciter un agrément professionnel], démarche pour laquelle un bulletin n°2 vierge est exigé. Cette mention, seule trace encore visible de faits anciens, compromet une réinsertion que tout mon parcours récent démontre.

À l'appui de ma requête, vous trouverez ci-joint la copie de la décision de condamnation, mon bulletin n°3 ainsi que [promesse d'embauche, contrat de travail, attestation de formation, justificatifs de domicile et de ressources]. Ces pièces établissent la réalité de mon insertion et le préjudice concret que me cause le maintien de cette mention.

Je me tiens naturellement à votre disposition pour vous communiquer toute pièce complémentaire et, si vous l'estimez utile à l'examen de ma requête, pour être entendu(e) à la date et au lieu qui vous conviendront.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ma requête et vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma haute considération.

[Prénom][NOM]

Signature